

LE TEMPS

04.01.2020, propos de Markus Ritter, président de l'Union Suisse des Paysans

2020, année décisive pour l'assiette des consommateurs

Initiatives pour la protection des eaux et de l'environnement, nouvelle politique agricole, accord avec le Mercosur : les défis sont nombreux pour les paysans suisses.

«L'agriculture suisse a fait le choix de la production durable il y a déjà plusieurs décennies»

Qu'est-ce que les Suisses veulent dans leur assiette?

Cet enjeu sera l'un des jalons de l'année 2020, durant laquelle plusieurs décisions politiques sur l'alimentation seront prises. Ces décisions sont au cœur des préoccupations des agriculteurs, a souligné vendredi l'Union suisse des paysans (USP) à l'occasion de sa traditionnelle conférence de presse de début d'année, organisée dans une ferme d'élevage porcin et de production céréalière de la région de Worb (BE).

La protection de l'environnement et du climat étant prioritaire aujourd'hui, les agriculteurs suisses sont prêts à se montrer plus écologistes et à produire davantage de produits bios, assure Martin Rufer, qui succédera ce printemps au conseiller national Jacques Bourgeois (PLR/FR) à la direction de l'USP. «Ce ne sont pas les agriculteurs qui freinent ce secteur. Ce n'est pas de leur faute si le bio, qui représente 12% du marché, reste une niche. Ce ne sont pas non plus les grands distributeurs, qui promeuvent avec ardeur le bio et les produits sous labels. Ce n'est que la faute des consommateurs, qui, la plupart du temps, apprécient les produits indigènes pourvu qu'ils puissent les acheter à un prix avantageux», analyse-t-il.

L'un des rendez-vous politiques de l'année sera la votation populaire, vraisemblablement en novembre, sur les deux initiatives «Pour une eau potable propre» et «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». Les agriculteurs s'inquiètent surtout de la première, car elle conditionne l'octroi des paiements directs à l'abandon des pesticides et des antibiotiques préventifs pour le bétail ainsi qu'à l'autarcie fourragère des exploitations d'élevage. Président de l'USP, le conseiller national Markus Ritter (PDC/SG) juge ces exigences «extrêmes». «Les initiants croient-ils que, une fois leur initiative acceptée, tout le monde ne voudra que des produits bios et sera prêt à payer davantage?» s'interroge-t-il en rappelant que les Suisses ont déjà le choix d'acheter des produits bios mais que seuls une minorité d'entre eux le font.

«L'agriculture suisse a fait le choix de la production durable il y a déjà plusieurs décennies. Le recours aux produits phytosanitaires de synthèse a reculé de 25% et le glyphosate de 55%», re-

prend Martin Rufer. Cette tendance est désormais irréversible, ajoute Jacques Bourgeois. Dans le cadre du programme Politique agricole 22+, que le parlement traitera cette année, seuls les produits phytosanitaires ne présentant qu'un risque faible pour l'environnement resteront admis.

Une réduction contraignante des excédents d'azote et de phosphore est également incluse, de même que des mesures de préservation de la biodiversité.

Mais revenons au contenu de l'assiette. Si les conditions de production en Suisse deviennent trop restrictives, on risque de favoriser l'importation de denrées produites à l'étranger dans des conditions environnementales moins strictes, redoute l'USP. Celle-ci porte un regard particulièrement critique sur le projet d'accord de libre-échange avec les pays sud-américains du Mercosur, dont personne ne connaît le contenu exact. Les paysans suisses craignent cependant que la Suisse ne fasse trop de concessions sur l'importation de céréales, de vin et surtout de viande (de porc, en particulier). «L'accord avec le Mercosur pourrait bien ouvrir la porte à des importations de produits fabriqués dans des conditions qui sont tout sauf durables», craint Jacques Bourgeois. «Il faut espérer que 2020 sera l'année de la clarté», résume Markus Ritter